

Chantage au maintien de DZ

La réunion plénière du jeudi 15 janvier a permis de clarifier la situation.

Dans son introduction, notre chef de centre a présenté un mauvais bilan de 2025 mettant en avant l'explosion des délais, sans pour autant revenir sur la baisse du nombre de SMI.

Si l'administration a bien voulu reconnaître un manque d'effectif, sa remise en cause s'arrête là et le reste des responsabilités porte encore une fois sur les contrôleurs.

Le bilan des causes est pourtant bien loin de la réalité.

Pendant des années, les pratiques opérationnelles étaient basées sur une confiance mutuelle et réciproque. Elles permettaient aux contrôleurs de faire plus, de faire mieux, une somme inestimable de petits gestes au quotidien qui ont permis de masquer un manque d'effectif, de moyens techniques, d'amélioration des espaces et des flux....

Et depuis plusieurs mois maintenant, le management de notre administration a changé:

- des rapports d'incidents détournés
- des convocations humiliantes à l'automne 2024
- le non paiement d'une inflation pourtant signée en sortie de grève
- la pointeuse biométrique
- les retards de paiement des options
- la badgeuse sur position
- les micros d'ambiance

Autant de décisions qui ont découragé les bonnes volontés, qui ont forcé le respect de notes de service inopérantes et néfastes à la performance et qui ont instillé la peur et la crainte des conséquences d'un incident. L'UNSA ICNA a lancé l'alerte à plusieurs reprises, tout comme les contrôleurs eux mêmes lors de la visite du DO et du DSNA. Mais notre encadrement a pourtant pris ces décisions qui ont causé la perte de performance du CRNA SE.

Pour améliorer la situation déplorable dans laquelle elle a mis le CRNA SE, l'administration s'entête dans un management dégradant et toxique. Ainsi la seule solution qu'elle a trouvé, c'est de conditionner le maintien du secteur DZ à la performance du CRNA SE pour l'été 2026.

Elle crée ainsi un chantage à la sécurité et pousse à ne pas respecter des notes de service qu'elle a pourtant imposées.

Une proposition d'une pauvreté infinie qui ne montre qu'une chose: l'administration n'a toujours pas compris que le plus grand levier de performance ce n'est pas la peur, la menace, le flicage ou le chantage mais la confiance et le respect de ses agents.

